

LA SEMAINE DE GREVE S'EST TERMINEE POUR L'U.N.E.F. PAR 2 JOURNEES D'ASSEMBLEE GENERALE. LES GRANDS PROBLEMES DU MOUVEMENT ONT ETE REPOSES TANT DANS LE SECTEUR UNIVERSITAIRE QUE DANS LE SECTEUR INTERIEUR ET AUTRES. DE PLUS, POUR LA PREMIERE FOIS, UNE COMMISSION REVENDICATIVE A SIEGE, QUI A TIRE UN BILAN DE NOTRE SEMAINE DE GREVE ET ENVISAGE LES PROBLEMES DE LA POURSUITE DE NOTRE ACTION. NOUS RENDONS COMPTE ICI DES DECISIONS PRINCIPALES PRISES PAR CETTE ASSEMBLEE GENERALE DES 30 NOVEMBRE ET 1^{er} DECEMBRE.

COMMISSION UNIVERSITAIRE

Le gouvernement a décidé la formation d'une Commission de 18 membres pour travailler sur la Réforme de l'Enseignement, sans participation de l'U.N.E.F.

La signification et le rôle de la Commission des 18 ont été analysés. Les partisans de l'organisation universitaire traditionnelle sont de moins en moins nombreux et l'analyse de la composition de la Commission ne permet pas encore d'analyser les nouveaux clivages, car ceux de ses membres qui avaient toujours défendu les « libertés universitaires » ont rejoint les milieux économiques qui désirent orienter la formation supérieure en fonction des besoins économiques déterminés par les chefs d'industrie.

Les difficultés actuelles, le faible rendement de l'Université favorisent des prises de position en faveur d'une planification de l'enseignement. Certaines personnalités imposeraient même un système d'entrée avec une répartition des places.

La Commission universitaire a décidé d'intensifier le travail sous un aspect technique dans les commissions à l'échelon national. Les nouvelles tâches nécessitent cependant un rôle beaucoup plus important de la part des offices qui doivent pouvoir permettre aux

corpos d'élaborer dans chaque discipline les conditions spécifiques d'une transformation des études. une commission d'étude a donc été créée pour étudier une réorganisation du mouvement. L'U.N.E.F doit devenir un véritable syndicat susceptible de mobiliser les masses pour pouvoir lutter de façon efficace pour une réforme démocratique de l'Université.

COMMISSION INTERIEURE

Cette commission intérieure se situe au lendemain d'une réforme du Centre national des Œuvres qui contraint le Mouvement à réenvisager totalement son action dans ces domaines de défense du niveau de vie et de mise en cause du statut d'assistés des étudiants. A la perspective qui lui était traditionnellement offerte, de collaboration avec l'Administration pour l'aménagement du volume et des modalités de l'aide étatique, succède celle d'une contestation permanente de la nature et des formes d'un système d'assistance condamné.

En effet, la disparition de la parité de la représentation étudiante au sein du Conseil d'Administration des Œuvres comme la transformation du rôle de celui-ci en simple organisme de consultation devant lequel le Directeur n'est plus responsable, entraîne de l'avis unanime des représentants d'A.G.E. présents, la disparition de toute cogestion véritable qui suppose un dialogue réel à tous les niveaux. Notre présence en ces instances ne peut dès lors avoir d'autre but que celui de présenter les besoins des étudiants pour ce qu'ils sont et d'exercer le droit de regard qui leur est dû. Mais refuser un dialogue mystificateur avec l'Administration pour adopter une attitude revendicative dans ces structures ne saurait constituer une politique mais seulement son préalable. Le refus de se laisser enfermer dans des impasses réformistes ouvre la voie au Mouvement : celle d'organiser les étudiants pour que, prenant eux-mêmes en main leurs problèmes, ils exercent par un contrôle à la base, une pression constante à l'intérieur du système qu'ils subissent. Les moyens d'une telle participation seront ceux de

Comités d'usagers qui, dans les restaurants comme dans les cités universitaires, imposeront au jour le jour les revendications de leurs camarades. Le lancement et le fonctionnement de tels comités, leurs rapports avec le syndicat comme avec l'Administration sont examinés à partir de deux principes : d'une part, structures autonomes, ils ne seront pas des organismes techniques élaborant le détail des solutions définies par le syndicat, mais des organisations revendicatives posant elles-mêmes leurs problèmes pour rechercher les objectifs prioritaires, et promouvoir les actions souhaitables ; d'autre part, associations de consommateurs, ils devront avoir un projet de dialogue exclusif avec le syndicat qui, assumant seul l'individu étudiant pour ce qu'il a d'essentiel, son travail, peut seul prétendre le représenter face aux Pouvoirs publics.

Déjà nombre de comités de Résidents sont en place dans les cités universitaires. Certains d'entre eux ont, en cette rentrée, déclenché la grève des loyers contre une hausse dont l'Etat refusait de prendre la charge sans pour autant augmenter leurs ressources. Cette action est appelée à s'étendre dans les mois qui viennent. Son poids économique lui confère une efficacité qui fut trop souvent absente par le passé de nos mouvements, simples protestations sporadiques, restées sans suite du fait de l'inexistence de structures revendicatives implantées dans le milieu.

C'est ce type de structures que désormais l'U.N.E.F. s'efforcera de mettre en place, c'est ce genre d'action qu'elle tentera de promouvoir. Ce faisant, elle tourne résolument le dos à une cogestion mythique pour s'engager en toute clarté dans son combat, en ce domaine de la condition matérielle des étudiants.

COMMISSION JEUNESSE

Le plus grand problème posé à l'A.G. dans le domaine Jeunesse était celui des perspectives, qui semblent s'ouvrir actuellement, d'un regroupement des mouvements de jeunesse français,

jusqu'alors divisés en plusieurs organisations concurrentes.

L'A.G. a exprimé sa satisfaction au vu du rapprochement que l'on peut constater entre les mouvements membres du G.E.R.O.J.E.P. et ceux de « Rencontre ». Elle a toutefois souhaité que la coordination étroite existant entre les mouvements politiques et syndicaux de « Rencontre » soit développée et maintenue.

D'autre part, dans le but de faciliter l'évolution générale vers l'unité, l'A.G. a décidé de se retirer du Comité de liaison des organisations démocratiques de jeunesse (C.L.O.D.J.) où elle disposait jusqu'ici d'un siège d'observateur. L'argument décisif en ce domaine a été l'étroitesse de l'éventail politique représenté au sein du C.L.O.D.J., et la crainte que le C.L.O.D.J. ne devienne, dans une organisation unique des mouvements de jeunesse, un groupe de pression peu souhaitable.

Enfin, 14 A.G.E. ont pris l'initiative de convoquer les mouvements, sur le plan local, en vue de la réalisation de comités régionaux de « Rencontre ».

SPORTS

Débat important en commission « Sport » de la dernière Assemblée générale de l'U.N.E.F. : que penser

de l'A.S.S.U. ? Cet organisme, créé par compromis à la suite de la dissolution autoritaire, par M. Herzog, en 1962, de l'O.S.S.U. (qui avait été fondé par l'U.N.E.F.), est, en principe « cogéré » (moitié de représentants de l'Etat et des « usagers », étudiants, Clubs universitaires, professeurs, etc.). Or, on sait le sens que prend actuellement le mot de « cogestion » pour les autorités : depuis sa création il y a un an, l'A.S.S.U. se comporte en fait, sous l'impulsion d'un directeur fonctionnaire, comme un service administratif dépendant de la Jeunesse et des Sports, les représentants des usagers étant simplement priés de ratifier des décisions, déjà mises en vigueur sans qu'on ait demandé leur avis.

De plus, l'A.S.S.U., qui ne vit et n'existe que par les Associations sportives, dont il est le rassemblement, ne donne en fait aucune possibilité d'initiative et d'expression aux A.S. (1), les cantonnant dans un rôle purement administratif et technique : ne devrait-il pas, bien au contraire, être une véritable Fédération des A.S., avec tout ce que cela devrait comporter de participation de ces dernières à l'orientation générale du sport universitaire ?

Pour lutter contre cette dégradation de la cogestion à l'A.S.S.U., pour imposer la participation réelle des étudiants aux décisions qui les concernent au premier chef, tout l'effort du mouvement va, dans les mois qui viennent, se porter sur la formation de cadres et de responsables d'A.S., capables d'animer, de gérer, leur A.S., et de faire entendre sa voix. Des stages vont être organisés à cet effet dans toutes les villes universitaires, auxquels tous les étudiants sportifs voulant affirmer leur responsabilité vis-à-vis d'une A.S.S.U. fonctionnarisée et envahissante pourront participer.

Une Assemblée des A.S. se réunira en janvier à l'occasion de celle de l'A.S.S.U.

Par tous les moyens, l'animation et la gestion étudiantes des A.S. seront renforcées : si le pouvoir tente, comme on en parle dans les couloirs du Secrétariat d'Etat, de refaire à l'A.S.S.U. « le coup de l'O.S.S.U. », ou simplement s'il continue à ne tenir aucun compte des volontés des étudiants, il trouvera à qui parler.

(1) *Associations Sportives*

A BOUT DE SOUFFLE ?

21/27 (journal de l'U.N.E.F.) a été attaqué pendant l'Assemblée générale par certaines associations (reprenant la position de la F.G.E.L.) qui estimaient que ce journal ne se justifiait pas d'autant plus que les premiers numéros étaient financièrement déficitaires. Elles demandèrent sa suppression, ce qui fut refusé à la majorité simple.

Le contenu a été aussi très critiqué. De nombreuses associations reprenant la position de l'A.G.E.M.P. (Médecine-Paris) ont demandé que 21/27 soit un journal syndical, ce qui pour eux, sous-entendait que la grande majorité des articles traite de l'action syndicale du Mouvement. Leur position fut repoussée à une faible majorité. Pour eux, ce journal tel qu'il est conçu à l'heure actuelle n'offre que très peu d'intérêt pour le lecteur.

Pour nous, la formule du journal n'est pas encore trouvée ; son évolution, ses modifications successives doivent permettre de mieux la cerner. De toute façon, si ce journal doit être le reflet des activités du Mouvement, il doit être aussi une ouverture sur les problèmes qui concernent les jeunes que nous sommes au seuil de la vie professionnelle, une ouverture aussi, présentée d'un point de vue jeune, sur les grandes questions actuelles.

Une Commission comprenant des représentants de plusieurs associations et les membres du Comité de Rédaction s'est réunie pour essayer d'améliorer la forme et le contenu du journal.

Si le journal n'est pas équilibré financièrement, s'il ne bénéficie pas du soutien (non pas béat mais critique) de ses lecteurs, ses jours sont comptés, du moins sous sa forme actuelle.

Lecteurs, si vous êtes intéressés par 21/27, nous attendons de vous une activité « débordante » pour le diffuser et des critiques, beaucoup de critiques, mais... constructives.

G. POITOU